

**ORGANISME DE GESTION - ASSOCIATION
D'EDUCATION POPULAIRE
(OGE - AEP)
de l'Etablissement Catholique PRADEAU - LA SEDE**

**14, rue Mesclin
65912 TARBES Cedex 9**

--oOo--

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
EXERCICE CLOS LE 31 AOUT 2025**

Marc PALASSET

COMMISSAIRE AUX COMPTES
Commissaire aux comptes inscrit sur la liste
nationale rattaché à la CRCC de Grande Aquitaine

TARBES : 72, rue Maréchal Foch - Tél. 05 62 93 04 04

**ORGANISME DE GESTION - ASSOCIATION D'EDUCATION POPULAIRE
(OGE - AEP)
de l'Etablissement Catholique PRADEAU - LA SEDE**

**14, rue Mesclin
65912 TARBES Cedex 9**

--oOo--

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS
EXERCICE CLOS LE 31 AOUT 2025**

--oOo--

A l'assemblée générale de l'association ORGANISME DE GESTION - ASSOCIATION D'EDUCATION POPULAIRE (OGE-AEP) de l'Etablissement Catholique PRADEAU-LA SEDE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association ORGANISME DE GESTION - ASSOCIATION D'EDUCATION POPULAIRE (OGE-AEP) de l'Etablissement Catholique PRADEAU-LA SEDE relatifs à l'exercice clos le 31 août 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} septembre 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les

anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Tarbes, le 15 décembre 2025

Le commissaire aux comptes

Marc PALASSET

**Ensemble Scolaire
Pradeau-La Sède**

Etablissement privé sous contrat d'association
N° SIRET : 39988108500019



site : www.pradeaulasede.fr
e-mail : etablissement@pradeaulasede.fr

COMPTES ANNUELS

AU

31 AOÛT 2025

**Maternelle, Primaire
Saint-Joseph**

7 rue Richelieu
65380 OSSUN
Tél. : 05 62 32 85 65

**Maternelle, Primaire
Pradeau-La Sède**

26 Promenade du Pradeau
65000 TARBES
Tél. : 05 62 93 13 88
Fax : 05 62 51 96 75

**Collège
Pradeau-La Sède**

14 Rue Mesclin
65912 TARBES Cedex 09
Tél. : 05 62 44 20 60
Fax : 05 62 44 20 67

**Lycée, Supérieur
Lycée Professionnel
Saint-Pierre**

24 avenue d'Azereix
65000 TARBES
Tél. : 05 62 56 33 60
Fax : 05 62 56 33 66

**Lycée, Supérieur
Pradeau-La Sède**

14 Rue Mesclin
65912 TARBES Cedex 09
Tél. : 05 62 44 20 66
Fax : 05 62 44 20 67

BILAN ACTIF AU 31 AOUT 2025

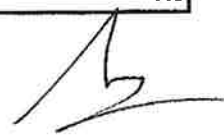
ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles	42 351	41 923	428	1 966
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	42 351	41 923	428	1 966
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	16 589 857	12 433 834	4 156 023	4 549 520
Terrains				
Constructions	13 266 099	9 478 402	3 787 697	4 202 520
Installations techniques, matériel et outillage industriels	2 584 322	2 315 341	268 981	255 416
Autres immobilisations corporelles	739 436	640 091	99 345	91 585
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières	36 398	0	36 398	35 611
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés	2 265		2 265	2 265
Prêts				
Autres	34 133		34 133	33 346
Total I	16 668 605	12 475 757	4 192 848	4 587 097
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Avances et acomptes versés sur commandes	14 636		14 636	
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	120 994	59 048	61 945	48 913
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	708 240		708 240	507 215
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	304 684		304 684	419 084
Charges constatées d'avance	82 546		82 546	63 787
Total II	1 231 099	59 048	1 172 051	1 039 000
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion actif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	17 899 705	12 534 805	5 364 900	5 626 097

BILAN PASSIF AU 31/08/2025

PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
<i>Fonds propres statutaires</i>	312 766	312 766
<i>Fonds propres complémentaires</i>		
Fonds propres avec droit de reprise		
<i>Fonds propres statutaires</i>		
<i>Fonds propres complémentaires</i>		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
<i>Réserves statutaires ou contractuelles</i>		
<i>Réserves pour projet de l'entité</i>	552 743	552 743
<i>Autres</i>		
Report à nouveau	387 024	624 102
Excédent ou déficit de l'exercice	-7 777	-237 078
Situation nette (sous-total)	1 244 756	1 252 533
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	1 876 647	1 930 060
Provisions réglementées		
Total I	3 121 403	3 182 593
FONDS REPORTES ET DEDIES		
<i>Fonds reportés liés aux legs ou donations</i>		
<i>Fonds dédiés</i>		
Total II	0	0
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	123 315	123 315
Total III	123 315	123 315
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 468 039	1 680 488
Emprunts et dettes financières diverses		
Avances et acomptes reçus		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	436 058	443 849
<i>Dettes des legs ou donations</i>		
Dettes fiscales et sociales	157 996	155 912
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	49 411	39 615
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	8 677	10 325
Total IV	2 120 181	2 330 189
Ecart de conversion passif (V)		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	5 364 900	5 636 097

COMPTE DE RESULTAT exercice du 01/09/2024 au 31/08/2025

COMPTE DE RESULTAT	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	7 390	10 049
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	3 685 897	3 406 798
dont parrainages		
Production stockée		
Production immobilisée		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	1 872 493	1 797 481
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consomptible		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	4 650	
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	8 605	100 720
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	18 190	11 424
Total I	5 597 225	5 326 472
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	2 469 501	2 496 480
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	245 584	213 402
Salaires et traitements	1 850 192	1 795 715
Charges sociales	552 863	536 652
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	588 966	622 705
Dotations aux provisions		
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	279	2 715
Total II	5 707 384	5 667 669
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I -II)	-110 159	-341 197
PRODUITS FINANCIERS		
De participations		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	45	110
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total III	45	110



COMPTE DE RESULTAT exercice du 01/09/2024 au 31/08/2025

COMPTE DE RESULTAT	Exercice N	Exercice N-1
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	25 760	33 493
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total IV	25 760	33 493
2 - RESULTAT FINANCIER (III - IV)	-25 715	-33 382
3 - RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	-135 874	-374 580
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion		792
Sur opérations en capital	128 097	136 709
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Total V	128 097	137 501
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total VI	0	0
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	128 097	137 501
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
Total des produits (I + III + V)	5 725 367	5 464 083
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	5 733 144	5 701 162
5 - EXCEDENT OU DEFICIT	-7 777	-237 078
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature	637 000	636 000
Bénévolat	12 807	10 180
TOTAL	649 807	646 180
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens	637 000	636 000
Prestations en nature		
Personnel bénévole	12 807	10 180
TOTAL	649 807	646 180



ANNEXE



Sommaire :

- Identification de l'OGEC, objet social, activités, moyens mis en oeuvre
- Principes , règles et méthodes comptables - Faits marquants de l'exercice
- Notes sur le bilan
- Notes sur le compte de résultat
- Tableau des mouvements des immobilisations
- Tableau des mouvements des amortissements
- Tableau des mouvements des dépréciations d'éléments d'actif
- Etat des échéances des créances et des dettes
- Tableau des valeurs mobilières de placement
- Tableau des mouvements des fonds propres
- Tableau de suivi des subventions d'investissements
- Tableau des provisions
- Tableau des fonds dédiés
- Tableau des engagements pris en matière de crédit-bail
- Tableau des concours publics et subventions
- Tableau du mouvement des emprunts
- Tableau des effectifs scolaires
- Tableau des effectifs du personnel
- Notes

Identification de l'OGEC, objet social, activités, moyens mis en oeuvre

- ORGANISME DE GESTION-ASSOCIATION D'EDUCATION POPULAIRE (OGEC- AEP) de l'Etablissement Catholique PRADEAU-LA SEDE
- Siège social : 14 rue Mesclin 65000 TARBES
- Date création : 1994
- Quatre sites : Saint-Joseph à OSSUN , la Sède, le Pradeau, Saint-Pierre à TARBES
- Ecole maternelle et élémentaire, collège, lycée technologique, pôle supérieur, lycée professionnel, CFC-CFA

L'association a pour objet d'assumer juridiquement la gestion d'établissements d'enseignement. Les autorités canoniques compétentes sont la Congrégation des Sœurs de Saint-Joseph de Tarbes et la Congrégation des Filles de la Croix.

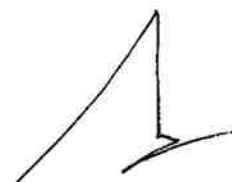
Les moyens mis en oeuvre sont décrits en ce qui concerne le personnel dans le tableau des effectifs du personnel et en ce qui concerne les locaux scolaires dans le tableau « Notes ».

Principes, règles et méthodes comptables - Faits marquants de l'exercice

L'exercice clos a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1^{er} septembre 2024 au 31 août 2025.

Les comptes annuels de l'exercice clos au 31 août 2025 ont été établis conformément aux dispositions réglementaires en vigueur (rèlements ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 modifié relatif au plan comptable général et n°2018-06 du 5 décembre 2018 modifié relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif) et en appliquant la nomenclature comptable de l'Enseignement catholique associé à l'Etat par contrat définie et publiée par la Fnogec (Fédération nationale des organismes de gestion des établissements de l'Enseignement catholique)

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux principes et méthodes comptables dans le respect du principe de l'image fidèle et des règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.



Notes sur le bilan

Il n'y a pas eu d'événements importants survenus postérieurement à la clôture de l'exercice.

Aucun changement comptable n'est intervenu au cours de l'exercice.

1/ Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire à leur prix d'achat augmenté des frais accessoires.

Un tableau des mouvements des immobilisations est joint.

Les frais d'acquisition des immobilisations sont inclus dans le coût d'acquisition des immobilisations. Ils comprennent les droits de mutation, honoraires, commissions et frais d'actes liés à l'acquisition de l'immobilisation

Les amortissements pour dépréciation sont pratiqués suivant le mode linéaire en fonction de la durée réelle d'utilisation des immobilisations. Les bâtiments font l'objet d'une décomposition, chaque composant suivant un plan d'amortissement qui lui est propre.

Un tableau des mouvements des amortissements est joint.

Taux d'amortissement habituellement pratiqués

TYPES D'IMMOBILISATIONS	MODE	DUREE	TAUX
Logiciels	Linéaire	3 ans et 5 ans	33,33% et 20%
Constructions	Linéaire	5 ,15 20, 30 et 40 ans	de 2,5%à 20 %, de 6,66% à 33,33 %
Agencements	Linéaire	3 ,5, 10 et 15 ans	25% et 20%
Matériel de transport	Linéaire	4 et 5 ans	20% et 10%
Equipements de restauration	Linéaire	5 ans et 10 ans	de 10% à 33,33%
Matériel scolaire	Linéaire	3, 5 et 10 ans	10% et 20%
Mobilier scolaire	Linéaire	5 et 10 ans	de 10% à 33,33%
Matériel de bureau	Linéaire	3, 5 et 10 ans	

2/ Dépréciation d'éléments d'actif

Les créances font, le cas échéant, l'objet de dépréciations pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu.

Un tableau des mouvements des dépréciations est joint.

3/ Echéance des créances et des dettes

Un état des créances et des dettes ventilées par échéance est joint.

4/ Fonds propres

Un tableau des variations des fonds propres est joint.

5/ Subventions d'investissement

En application du plan comptable général, les subventions d'équipement destinées à acquérir des immobilisations sont inscrites dans les comptes 13 présentés au passif du bilan dans les fonds propres. Elles font l'objet d'une constatation progressive dans le compte de résultat en produits exceptionnels (compte 777).

La reprise des subventions d'investissement qui finance des immobilisations amortissables s'effectue sur la même durée et au même rythme que l'amortissement des immobilisations acquises au moyen de ces subventions. Sur l'exercice, le produit comptabilisé en compte 777 est de 93 591 euros.

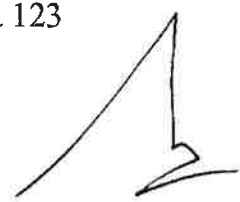
Les tableaux de suivi des subventions d'investissement sont joints.

6/ Provisions

Un tableau des mouvements des provisions est joint.

L'information sur les engagements de retraite est donnée dans le tableau « Notes ».

Les dépenses de gros entretien et notamment les réfections de toitures sont constatées sous forme de provisions pour gros entretien (PGE) ; la provision pour gros entretien s'élève, à la clôture de l'exercice, à 123 KE: elle concerne des réfections de toiture.



Notes sur le compte de résultat

1/ Méthode retenue pour la comptabilisation des cotisations collectées pour le compte de l'APEL

Les cotisations collectées pour l'APEL, puis reversées sont comptabilisées dans un compte de tiers, sans impact sur le résultat.

2/ Information sur les concours publics et les subventions

Un tableau de détail des concours publics et subventions est joint.

3/ Ventilation du chiffre d'affaires

- formation initiale sous statut scolaire	2 579 KE
- formation professionnelle continue	1 114 KE
Total	3 693 KE

4/ Produits exceptionnels

Les produits exceptionnels concernent la quote part des subventions d'investissements virées au résultat de l'exercice d'un montant global de 93 591 euros et la taxe d'apprentissage affectée à l'amortissement des immobilisations pour 34 507 euros.

5/ Effectif employé pendant l'exercice

L'effectif moyen s'est élevé à 62,40 en ETP (au sens de la Sécurité Sociale).



TABLEAU DES MOUVEMENTS DES IMMOBILISATIONS (TABLEAU I)

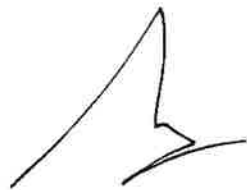
IMMOBILISATIONS		Valeur brute des immobilisations à l'ouverture de l'exercice	Augmentations (acquisitions et apports)	Augmentations (par réévaluation)	Diminutions (cessions et mises au rebut)	Virements de poste à poste	Valeur brute des immobilisations à la clôture de l'exercice	Valeur d'origine des immobilisations réévaluées
INCORPORELLES	Frais d'établissement							
	Frais de recherche et de développement							
	Donations temporaires d'usufruit							
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	42 351					42 351	
	Autres immobilisations incorporelles							
	Immobilisations incorporelles en cours							
	Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles							
	TOTAL I	42 351	0	0	0	0	42 351	
	Terrains (y compris agencements et aménagements de terrains)							
	Sur sol propre							
CORPORELLES	Sur sol d'autrui	13 222 312	43 787				13 266 099	
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	2 484 329	99 993				2 584 322	
	Installations générales, agencements, aménagements	118 119	8 100				126 219	
	Matériel de transport	11 292	7 300				18 592	
	Matériel de bureau et informatique	19 486	7 500				26 986	
	Mobiler	551 913	15 726				567 639	
	Cheptel et immobilisations corporelles diverses							
	Immobilisations corporelles en cours							
	Avances et acomptes sur immobilisations corporelles							
	Biens reçus par legs et donations destinés à être cédés							
FINANCIERES	Immobilisations grevées de droit (prêt à usage)							
	TOTAL II	16 407 451	182 405	0	0	0	16 589 857	
	Participations et créances rattachées							
	Autres titres immobilisés	2 265					2 265	
	Prêts et autres immobilisations financières	33 346	1 641		854		34 133	
	TOTAL III	35 611	1 641	0	854	0	36 398	
	TOTAL GENERAL (I + II + III)	16 485 413	184 046	0	854	0	16 668 605	

TABLEAU DES MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS (TABLEAU II)

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		Montant des amortissements à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : amortissements afférents aux éléments sortis de l'actif et reprises	Virements de poste à poste	Montant des amortissements à la clôture de l'exercice	Amortissements supplémentaires sur immobilisations réévaluées
INCORPORELLES	Frais d'établissement						
	Frais de recherche et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	40 385	1 538			41 923	
	Autres immobilisations incorporelles						
	TOTAL I	40 385	1 538	0	0	41 923	
CORPORELLES	Agencements et aménagements de terrains						
	Constructions						
	Sur sol propre						
	Sur sol d'autrui	9 019 792	458 610			9 478 402	
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	2 228 914	86 427			2 315 341	
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements	113 816	1 322			115 139	
	Matériel de transport	11 292	1 188			12 480	
	Matériel de bureau et informatique	19 486	340			19 826	
	Mobilier	464 631	28 016			492 647	
	Cheptel et immobilisations corporelles diverses						
	TOTAL II	11 857 931	575 903	0	0	12 433 834	
	TOTAL GENERAL (I + II)	11 898 316	577 442	0	0	12 475 757	0

TABEAU DES MOUVEMENTS DES DEPRECIATIONS D'ELEMENTS D'ACTIF (TABLEAU III)

OBJET DES DEPRECIATIONS		Montant à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Montant à la clôture de l'exercice
DEPRECIATIONS	Immobilisations :				
	• Incorporelles				
	• Corporelles				
	• Financières				
	Stocks et en-cours				
	Créances clients et usagers (familles, élèves)	56 128	11 524	8 605	59 048
	Autres créances				
	Valeurs mobilières de placement				
	TOTAL	56 128	11 524	8 605	59 048
DOTATIONS ET REPRISES	d'exploitation financières exceptionnelles		11 524	8 605	



ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES ET SURETES REELLES CONSENTIES (TABLEAU IV)

CREANCES	MONTANT brut à la clôture de l'exercice (en €)	ECHEANCE	
		≤ 1 an	> 1 an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres créances	34 133	34 133	
Sous-total créances de l'actif immobilisé	34 133	34 133	
Créances de l'actif circulant :			
Créances clients, usagers et comptes rattachés	120 994	120 994	
Créances reçues par legs et donations			
Créances sociales et fiscales	2 820	2 820	
Autres créances (à détailler si besoin)	720 057	720 057	
Sous-total créances de l'actif circulant	843 870	843 870	
TOTAL CREANCES	878 003	878 003	

DETTES	MONTANT brut à la clôture de l'exercice (en €)	ECHEANCE			Montant des SURETES REELLES consenties (en €)
		≤ 1 an	> 1 an et ≤ 5 ans	> 5 ans	
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)					
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 468 039	189 933	737 671	540 435	
Emprunts et dettes financières divers					
Sous-total dettes financières	1 468 039	189 933	737 671	540 435	
Dettes fournisseurs	436 058	436 058			
Dettes des legs et donations					
Dettes fiscales et sociales	157 996	157 996			
Dettes sur immobilisations					
Autres dettes	49 411	49 411			
Sous-total autres dettes	643 466	643 466			
TOTAL DETTES	2 111 504	833 399	737 671	540 435	

TABLEAU DES VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT (TABLEAU V)

(en €)	à la clôture (31/08/N)						à la clôture précédente (31/08/N-1)					
Type de titre	Nombre	Valeur d'achat	Cours unitaire	Valeur de marché	Plus-value latente	Moins-value latente	Nombre	Valeur d'achat	Cours unitaire	Valeur de marché	Plus-value latente	Moins-value latente



TABLEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES (TABLEAU VI)

Variation des fonds propres	Montant à l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions ou consommations	Montant à la clôture de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	312 766				312 766
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves	552 743				552 743
Report à nouveau	624 102			237 078	387 024
Excédent ou déficit de l'exercice	-237 078		-7 777	-237 078	-7 777
Situation nette (sous-total)	1 252 533	0	-7 777	0	1 244 756
Fonds propres consommables					0
Subventions d'investissement	1 930 060		94 934	148 347	1 876 647
Provisions réglementées					0
TOTAL DES FONDS PROPRES	3 182 593	0	87 157	148 347	3 121 403

Variation des fonds propres	Montant à l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions ou consommations	Montant à la clôture de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	312 766				312 766
Fonds propres statutaires	312 766				312 766
Fonds propres complémentaires					
Fonds propres avec droit de reprise					
Fonds propres statutaires					
Fonds propres complémentaires					
Ecart de réévaluation					
Réserves	552 743		0	0	552 743
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité	242 000				242 000
Autres	310 743				310 743
Report à nouveau	624 102			237 078	387 024
Excédent ou déficit de l'exercice	-237 078		-7 777	-237 078	-7 777
Situation nette (sous-total)	1 252 532	0	-7 777	0	1 244 756
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	1 930 060		94 934	148 347	1 876 647
Subventions d'équipement	1 930 060		94 934	148 347	1 876 647
dont Taxe d'apprentissage affectée aux équipements scolaires	48 316		74 684	34 507	88 493
Provisions réglementées					
TOTAL DES FONDS PROPRES	3 182 593	0	87 157	148 347	3 121 403

TABLEAUX DE SUIVI DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT (TABLEAUX VII)

1 - TABLEAU DE VARIATION DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

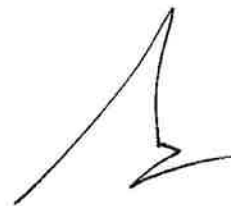
	Solde à l'ouverture de l'exercice	Variations de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
		Augmentations	Diminutions	
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	Montant global après changement de méthode lié au règlement			Montant global
Montant nominal :				
Subventions	4 535 367	74 684	20 250	4 589 801
TOTAL	4 535 367	74 684	20 250	4 589 801
Quotes-parts virées au résultat :				
Subventions	2 605 307	128 097	20 250	2 713 154
TOTAL	2 605 307	128 097	20 250	2 713 154



2 - TABLEAU DE DETAIL DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

Date	Origine	Biens subventionnés	Montant à l'origine	Durée d'amortissement	Montant à l'ouverture	Montant viré au résultat	Montant à la clôture	Montant net
01/09/2001	Conseil Régional	Equipements Bâtiment E	1 241	30 ans	951	41	993	248
15/06/2004	Conseil Régional	Investissements cuisine	398 350	40 ans	199 175	9 959	209 134	189 216
11/07/2006	Conseil Régional	Travaux réfection piste de sports	8 088	20 ans	6 875	404	7 279	809
16/04/2013	Conseil Régional	Travaux de peinture façades et Préau	22 142	15 ans	16 237	1 476	17 714	4 428
12/12/2013	Conseil Régional	Travaux de mise en accessibilité et rénovation Sède	326 322	30 ans	108 774	10 877	119 651	206 671
17/04/2014	Conseil Régional	Travaux de mise en accessibilité et rénovation St Pierre	800 000	30 ans	266 667	26 667	293 333	506 667
07/05/2015	Conseil Régional	Travaux de mise en accessibilité et rénovation St Pierre	398 000	30 ans	119 400	13 267	132 667	265 333
27/05/2016	Conseil Régional	Complément travaux de mise en accessibilité et rénovation Sède	16 042	15 ans	9 625	1 069	10 695	5 347
07/07/2017	Conseil Régional	Extension Internat Saint-Pierre (1ière tranche)	400 000	30 ans	93 333	13 333	106 667	293 333
15/06/2018	Conseil Régional	Extension Internat Saint-Pierre (2ième tranche)	399 695	30 ans	79 939	13 323	93 262	306 433
16/04/2021	Conseil Régional	Equipements BAC ST12D	5 042	5 ans	3 025	1 008	4 034	1 008

Date	Origine	Biens subventionnés	Montant à l'origine	Durée d'amortissement	Montant à l'ouverture	Montant viré au résultat	Montant à la clôture	Montant net
31/05/2024	Conseil Régional	Equipements BAC PRO BTS CIEL ET MOS	10 824	5 ans	0	2 165	2 165	8 659
TOTAL			2 785 746		904 002	93 591	997 592	1 788 154



TABEAU DES MOUVEMENTS DES PROVISIONS (TABLEAU VIII)

OBJET DES PROVISIONS		Montant à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice		Montant à la clôture de l'exercice
				Utilisées	Non utilisées	
PROVISIONS	Risques					
	Pensions et obligations similaires					
	Gros entretien	123 315				123 315
	Autres provisions pour charges					
	TOTAL	123 315	0	0	0	123 315
DOTATIONS ET REPRISES	d'exploitation financières exceptionnelles					

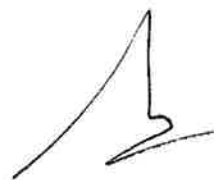


TABLEAU DES MOUVEMENTS DES FONDS DEBIES (TABLEAU IX)

FONDS DEBIES	Montant initial	Fonds à utiliser à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : reports	Diminutions : utilisations en cours d'exercice		Transferts	Fonds restant à utiliser à la clôture de l'exercice	
				Montant	dont remboursements		Montant	dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation								
Projet ou catégorie de projet 1								
Projet ou catégorie de projet 2								
...								
Contributions financières d'autres organismes								
Projet ou catégorie de projet 3								
Projet ou catégorie de projet 4								
...								
Ressources liées à la générosité du public								
Projet ou catégorie de projet 5								
Projet ou catégorie de projet 6								
...								
TOTAL	0	0	0	0	0	0	0	0

TABEAU DES ENGAGEMENTS PRIS EN MATIERE DE CREDIT-BAIL (TABLEAU X)

Postes du bilan	Redevances payées		Redevances restant à payer				Prix d'achat résiduel
	de l'exercice	cumulées	≤ 1 an	> 1 an et ≤ 5 ans	> 5 ans	cumulées	
TOTAL	0	0	0	0	0	0	0

Postes du bilan	Coût d'entrée	Dotations aux amortissements		Valeur nette
		de l'exercice	cumulées	
TOTAL	0	0	0	0



TABEAU DE DETAIL DES CONCOURS PUBLICS ET SUBVENTIONS (TABLEAU XI)

Concours publics et subventions obtenus au cours de l'exercice (en €)	Exercice N	Exercice N-1
Aides à l'emploi	10 500	13 386
Aides au développement des compétences		
Financement par la taxe d'apprentissage des formations initiales technologiques et professionnelles		
Financement des formations par apprentissage		
Forfaits d'externat	1 857 383	1 777 227
<i>dont forfait Etat</i>	696 711	702 488
<i>dont forfait Région</i>	570 704	553 161
<i>dont forfait Département</i>	353 884	319 008
<i>dont forfait Communes et groupements de communes</i>	236 084	202 570
Concours publics affectés à la formation professionnelle continue		
Concours publics de l'Etat relatifs à l'enseignement agricole		
Autres concours publics		
Sous-total concours publics	1 867 883	1 790 613
Subventions État		2 813
Subventions Région		
Subventions Département		
Subventions Communes et groupements de communes		
Autres subventions d'exploitation	4 610	4 055
<i>dont programmes de l'Union Européenne (Erasmus +...)</i>		
<i>dont autres subventions (à détailler)</i>		
Report de subventions		
Sous-total subventions d'exploitation	4 610	6 868
Total concours publics et subventions d'exploitation	1 872 493	1 797 481

TABLEAU DES MOUVEMENTS DES EMPRUNTS (TABLEAU XII)

DATE D'OCTROI	DATE DE FIN	ORGANISME BANCAIRE	TAUX (F/V)	OBJET	CAPITAL EMPRUNTE	CAPITAL RESTANT DÔ A L'OUVERTURE	CAPITAL REMBOURSE AU COURS DE L'EXERCICE	CAPITAL RESTANT DU A LA CLÔTURE	INTERÊTS COMPTABILISÉS AU COURS DE L'EXERCICE
25/06/04	25/09/24	Caisse d'épargne	5,25%	Construction Saint-Pierre	1 302 834	8 785	8 785	0	38
05/10/17	05/09/37	Caisse d'épargne	1,47%	Internat Saint-Pierre	700 000	480 793	33 576	447 217	6 842
05/03/05	05/02/25	Crédit Agricole	4,15%	Cuisine Centrale Séde	500 000	18 195	18 195	0	221
10/05/15	10/04/30	Crédit Agricole	1,70%	Construction et accessibilité Sain-Pierre	1 200 000	489 599	83 011	406 588	7 678
15/03/15	15/02/30	Crédit Agricole	2,30%	Accessibilité Séde	500 000	203 603	35 131	168 472	4 314
10/09/17	10/08/37	Crédit Agricole	1,47%	Internat Saint-Pierre	700 000	478 014	33 617	444 397	6 801
				TOTAUX	4 902 834	1 678 989	212 315	1 466 674	25 894
				Intérêts courus sur emprunts 31/08/2025					1 365
				Intérêts courus sur emprunts 31/08/2024					1 499
				TOTAUX					25 760

ÉVOLUTION DES EFFECTIFS SCOLAIRES (Tableau XIII)

CONTRAT D'ASSOCIATION	NOMBRE D'ELEVES					NOMBRE DE CLASSES				
Années scolaires	N-4	N-3	N-2	N-1	N	N-4	N-3	N-2	N-1	N
Préélémentaire	169	167	165	183	197	6	6	6	6	6
Elémentaire	343	348	357	339	331	13	13	13	13	13
TOTAL PRIMAIRE	512	515	522	522	528	19	19	19	19	19
Collège	509	526	552	562	572	18	18	18	19	20
Lycée général et technologique	143	171	211	213	197	8	8	8	7	8
Lycée professionnel	201	202	210	207	210	10	10	10	10	10
TOTAL SECONDAIRE	853	899	973	982	979	36	36	36	36	38
POST BAC	304	283	235	238	246	12	12	12	12	12
Classes Hors Contrat	68	93	132	125	127	8	8	8	10	11
TOTAL ETABLISSEMENT	1737	1790	1862	1867	1880	75	75	75	77	80
Externes	607	644	641	566	472					
Demi-pensionnaires	1020	1040	1115	1201	1300					
Pensionnaires	110	106	106	100	108					
EFFECTIF MOYEN PAR CLASSE										
Préélémentaire	28	28	28	31	33					
Elémentaire	26	27	27	26	25					
Collège	28	28	28	31	33					
Lycée général et technologique	18	21	26	30	25					
Lycée professionnel	20	20	21	21	21					
Post bac	25	24	20	20	21					

Participations publiques et subventions de fonctionnement (Tableau XIV)

Montant en milliers d'euros	
Participations publiques	1 868
Subventions de fonctionnement	5
TOTAL	1 873

BILAN SOCIAL

TABLEAU DE REPARTITION DES EFFECTIFS DU PERSONNEL

SERVICES	EFFECTIF EXERCICE 24/25	EFFECTIF EXERCICE 23/24
FONCTIONNEMENT DES LOCAUX		
Ateliers d'entretien	3	3
Personnel de ménage	9	9
Aide technicienne de laboratoire	0	1
Technicienne de laboratoire	1	1
TOTAL FONCTIONNEMENT DES LOCAUX	13	14
ENCADREMENT EDUCATIF		
Aide Maternelle	11	10
Animatrice foyer lycée, école et cafétéria	6	3
Cadre d'éducation	1	1
Responsable Service Education	1	1
Responsable d'internat	1	1
Surveillance générale	13	13
Catéchiste	2	3
Educateur sportif	1	1
Responsables pédagogiques- DDFPT- Cathésiste	4	5
Chef d'établissement 1er degré	2	2
TOTAL ENCADREMENT EDUCATIF	42	40
SERVICE MEDICAL		
Infirmière - Secrétaire médicale	1	1
TOTAL SERVICE MEDICAL	1	1
ADMINISTRATION GENERALE		
Chef d'établissement coordonateur	1	1
Adjoint de direction	1	1
Attaché de gestion	1	1
Comptable	2	2
Secrétaire comptable	1	1
Secrétaire de direction	1	2
Responsable et développement FPC	2	1
Chargée de communication et apprentie	2	2
Technicien Informatique et apprenti	3	3
Responsable transports	1	1
Accueil	2	2
Secrétaires	4	4
TOTAL ADMINISTRATION GENERALE	21	21
TRANSPORT RAMASSAGE SCOLAIRE		
* TOTAL PERSONNEL NON ENSEIGNANT	77	76
PROFESSEURS SOUS CONTRAT OU DELEGUES		
Institutrices	24	24
Enseignants sous contrat	120	120
Enseignants hors contrat	12	12
Assistants	1	1
* TOTAL PROF SOUS CONTRAT OU DELEGUES	157	157
* TOTAL GENERAL	234	233

Base : 31 août de chaque exercice

NOTES

Contributions volontaires en nature :

- 1 Contributions en travail (bénévolat)

Les contributions en travail (bénévolat) ont été valorisés à un taux horaire de 11,88 euros correspondant à la strate 1, degré 4 et à un nombre de points égal à 1085 de la convention collective du personnel de service, administratif et d'éducation. A ce taux horaire, un pourcentage de 36,46% correspondant au montant des charges patronales a été rajouté.

- 710 heures pour l'enseignement de la catéchèse et la pastorale ont été dispensées cette année soit un montant total de 11 510 euros
- 80 heures ont été effectuées pour les sorties pédagogiques ainsi que pour les sorties à la piscine ou ski soit un montant total de 1 297 euros

soit au total une valorisation du bénévolat, à hauteur de 12 807 euros.

En application de la nomenclature comptable de l'Enseignement catholique associé à l'Etat par contrat, l'écriture du bénévolat a été enregistrée dans un compte spécial de classe 8

- 2 Contributions en service (mises à disposition de locaux)

L'OGEC bénéficie de 4 prêts à usage (Commodat) portant sur les locaux de la Sède, d'Ossun, du Pradeau et de Saint-Pierre. L'OGEC a valorisé les prêts à usage par l'équivalent loyer.

Le calcul s'effectue en multipliant la surface pondérée (20 485 m²) par le coût au mètre carré. A ce résultat, on applique un coefficient de 3% pour obtenir un montant de loyer annuel estimé de 637 000 euros pour les sites de la Sède, d'Ossun, du Pradeau et de Saint-Pierre. En application de la nomenclature comptable de l'Enseignement catholique associé à l'Etat par contrat, un équivalent loyer a été comptabilisé au 31/08/2025 pour un montant de 637 000 euros dans les comptes spéciaux (8611) par la contrepartie d'une prestation gratuite du propriétaire (8710).



Evaluation du passif social :

Une étude réalisée avec le logiciel MyFides a permis d'évaluer le montant du passif social de l'OGEC au 31 décembre 2025 .

Le tableau ci-dessous présente le montant des engagements de l'association en matière d'indemnités de fin de carrière, selon les éléments démographiques et les paramètres retenus :

- Indemnités de fin de carrière à verser :	704 892 €
- Valeur probable des indemnités à verser :	525 619 €
- Valeur actuelle probable des indemnités à verser :	371 477 €
- Dette actuarielle :	153 994 €

Cette étude a pris en compte différents paramètres propres à chacun des salariés : l'âge, la catégorie socio-professionnelle, l'âge légal de départ à la retraite, l'ancienneté au moment du départ à la retraite, le salaire brut annuel.

Elle a intégré également d'autres données indispensables spécifiques à l'établissement : la convention collective dont relève l'activité, les hypothèses de progression de salaires et le taux de rotation prévisionnel des salariés.

Les différents paramètres retenus sont les suivants :

- Augmentation annuelle des salaires : 2 %
- Taux d'actualisation et de revalorisation annuelle nette du fonds : 2 %
- Age de départ à la retraite : 64 ans
- Taux de rotation : 1 %
- Taux de charges sociales patronales :
 - 50 % pour les cadres
 - 41 % pour les agents de maîtrise
 - 25 % pour les non cadres
- Le départ intervient à l'initiative du salarié
- L'année des calculs retenue est 2025
- La table de mortalité utilisée est la table réglementaire TH/TF 00-02
- La méthode de calcul retenue est la méthode ANC 2021


Information sur les honoraires du Commissaire aux Comptes :

Le montant des honoraires au titre du contrôle légal des comptes figurant au compte de résultat s'est élevé à 7 620 euros TTC (montant facturé en 2024/2025).



Rémunération des trois plus haut cadres salariés :

Leur rémunération brute globale s'élève pour l'exercice clos au 31 août 2025 à 221 784 euros.

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized, angular shape with a small loop at the bottom right.